

REVUE DE PRESSE

7 juin 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence



CHRONIQUES

Les freins d'urgence

PAUL JOURNET

La Presse

L'heure de la chaise musicale n'a pas encore sonné. Il n'y aura pas de remaniement ministériel cet été.

« Pourquoi on ferait ça ? », demande une source au gouvernement. L'effet sur les sondages serait modeste, si on se fie aux précédents exercices. Les mécontents seraient au moins aussi nombreux que les heureux promus. Et si l'exercice se fait trop vite, des députés déçus auraient le temps de démissionner pour tenter leur chance aux prochaines élections municipales.

On ne peut pas faire plusieurs remaniements. C'est une carte spéciale à ne pas gaspiller.

On s'en sert pour donner de la visibilité à de nouveaux visages. Ce sera nécessaire dans la deuxième moitié du mandat – le départ anticipé de Christian Dubé et de Pierre Fitzgibbon en 2026 créera un vide qu'il faudra combler. Mais on n'en est pas encore là.

On utilise aussi un remaniement pour régler un problème au gouvernement.

Éric Caire, ministre de la Cybersécurité et du Numérique, est une cible facile. Mais il ne justifie pas à lui seul cet exercice.

France-Élaine Duranceau, ministre de l'Habitation, a rapidement été identifiée par l'opposition comme un maillon faible. Elle a prolongé son espérance de vie en fin de session avec sa volte-face bienvenue. Son moratoire de trois ans sur les évictions a calmé un peu la grogne des locataires. Le cabinet du premier ministre lui a prêté une conseillère en renfort, signe qu'on voulait encore lui donner une chance.

Pour le reste, les piliers du gouvernement apparaissent encore indélogeables. À la Santé et à l'Éducation, Christian Dubé et Bernard Drainville ont fait adopter leurs réformes. Ils doivent maintenant les appliquer sur le terrain, un travail difficile. Changer le pilote mettrait cet atterrissage en péril.

Au Trésor, Sonia LeBel s'est distinguée en renégociant plusieurs conventions collectives et en déposant un projet

de loi bien accueilli pour décloisonner les professions, notamment en impliquant davantage les infirmières et les pharmaciens dans les soins de première ligne. Enfin, le gouvernement caquiste paraît livrer du concret. Elle consacrerait les prochains mois à étudier ce projet de loi et à conclure les dernières négociations en cours.

Aux Finances, Eric Girard est aussi bien en selle même s'il rate parfois la cible avec ses prévisions. Si rien ne change, il aura réalisé le plus long mandat à ce poste depuis Gérard D. Lévesque sous le gouvernement Bourassa.

Aux Affaires municipales, si Andrée Laforest termine son mandat, elle aura assuré le plus long règne à ce poste depuis Bona Dussault en 1953.

À l'Économie, Pierre Fitzgibbon vient tout juste de déposer son testament politique, une réforme costaud de l'énergie. Lui aussi en aura plein les bras jusqu'à la prochaine neige.

Et aux Transports, Geneviève Guilbault a enfin accouché de son projet d'agence indépendante après une gestation laborieuse. Cette structure ne règlera pas le problème de financement du transport collectif. Elle a raison, les municipalités pourraient mieux contrôler leurs dépenses. Mais même avec la gestion la plus rigoureuse, l'argent manquera pour améliorer l'offre et attirer plus d'usagers. Certains maires donnaient l'impression d'attendre un remaniement pour avoir un nouvel interlocuteur. Sauf que la pire façon d'obtenir un changement de ministre, c'est de le demander.

Deux autres ministres ont moins fait parler d'eux, et pour de bonnes raisons. Le ministre du Travail Jean Boulet a réussi l'exploit de réduire la rigidité syndicale en construction sans déclencher de guerre. Et à la Justice, Simon Jolin-Barrette a fait adopter à l'unanimité le troisième volet de la réforme du droit de la famille, qui

avait été lancée il y a une décennie déjà. C'est tout à leur honneur, mais l'harmonie n'attire pas les caméras.

La CAQ respire un tantinet mieux. Il faut dire qu'à l'interne, les attentes étaient basses.

Au début de l'hiver, une présentation a été faite aux députés. Le parti n'est pas sur le point de remonter dans les sondages, prévenait-on. L'urgence était plutôt d'appliquer les freins.

Le gouvernement Legault venait d'avoir un automne misérable. C'était à cause de ses décisions, mais aussi à cause de sa façon de les prendre. Le symbole était le troisième lien routier entre Québec et Lévis, pour lequel François Legault semblait changer d'idée en fonction des sondages. On perdait confiance en son jugement. À cela s'ajoutaient les erreurs non provoquées comme la subvention pour la visite des millionnaires des Kings de Los Angeles ou la hausse de rémunération que les députés se sont votée juste avant la renégociation des conventions collectives.

Pour 2024, le mot d'ordre était donc : discipline. M. Legault a évité de trop réfléchir à chaud devant les caméras. Il n'y a pas eu de geste nerveux pour faire bouger l'aiguille des sondages.

Le bilan est mitigé. Mais au moins, la CAQ a mis fin à sa chute. Un petit frémissement s'observe même dans le plus récent sondage Léger, avec une hausse de trois points de pourcentage.

En 2022, la CAQ avait fait campagne sur le thème « Continuons ». Une façon de miser sur sa popularité pandémique et de rappeler son intention de reprendre les chantiers suspendus durant cette crise.

À en juger par son programme de gouvernement, le slogan pourrait maintenant être « Complétons ». Ça ne fait pas rêver. La CAQ parle plutôt de « changement », ce qui est plus difficile à vendre au milieu de son deuxième mandat. Avec un remaniement à la fin 2024 ou au début 2025, ce serait plus convaincant.

Bien sûr, un travail colossal reste à faire pour achever les réformes entamées. L'équivalent d'une demi-Hydro-Québec devra être construit. Possiblement le plus gros chantier de l'histoire du Québec. Et il faudra entretenir et rénover les routes et les réseaux de transport collectif, rénover les écoles, construire les maisons des aînés, développer les soins à domicile, décarboner l'économie et accélérer la construction de logements.

Après six ans au pouvoir, François Legault commence à souffrir de l'usure. L'amour que certains lui portaient durant la pandémie ne reviendra pas.

Il espère plutôt sortir gagnant d'une comparaison avec ses adversaires pour prétendre être la meilleure personne pour gérer l'État face à un Parti québécois qui préparera l'indépendance et un Parti libéral qui ne protège pas, dirait-il, l'identité québécoise.

Ce pari est toutefois risqué. M. Legault lie son sort à la qualité des services publics.

Il n'a pas répété l'erreur du gouvernement Couillard, qui avait lancé une réforme en santé tout en imposant des compressions. Mais tôt ou tard, le budget devra être équilibré. Et plus le mandat avancera, plus des choix douloureux se présenteront.

La promesse de « compléter » ce travail ne suffira pas. Un nouveau projet sera nécessaire. Surtout si M. Legault a encore l'intention de briguer un troisième mandat.



Au mépris de sa propre démocratie syndicale

Rassemblons les morceaux éparpillés du casse-tête de la contestation juridique à la Cour suprême de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) contre la loi 21 et la clause dérogatoire.

Morceau un : la contestation de la FAE se fera d'abord à même l'argent de ses membres. Une contestation historique, car la plus coûteuse de son histoire.

Morceau deux : cette participation juridique se fera sans le consentement de ses membres. Elle repose sur la volonté de quelques dirigeants.

Morceau trois : cette contestation survient quelques mois après sa grève générale, où plusieurs profs ont souffert de l'absence de fonds de grève et des petites manigances démocratiques lorsqu'est venu le moment de consulter les membres sur l'entente signée avec le gouvernement.

Morceau quatre : la FAE conteste une loi majoritairement appuyée par les Qué-

bécois après quinze ans de débats, démocratiquement votée par un gouvernement élu à deux reprises et constitutionnellement validée.

Morceau cinq : on conteste plus précisément la clause dérogatoire, prévue dans la loi. Une clause qui, aux dernières nouvelles, ne concerne pas vraiment les conditions de travail de ses membres.

Morceau six : cette loi est munie d'une clause de droits acquis pour protéger les professeurs déjà à l'emploi. Ses membres ne sont guère touchés.

Le casse-tête rassemblé, donc : il s'agit là d'une contestation antidémocratique, financée par l'argent des profs, mais décidée par quelques personnes, d'une loi, démocratiquement votée et juridiquement validée, qui ne concerne ni l'exercice de leur profession ni leurs membres actifs. Trouvez le sens là-dedans.

IDIOTS UTILES

Depuis cette annonce, Mélanie Hubert, présidente de la FAE, s'est faite discrète. Bien des profs l'avaient critiquée. Elle est sortie de son mutisme cette semaine en affirmant que les critiques n'étaient « pas constructives », et que la contestation représente « moins de 20 \$ par syndiqué ».

Ah bon.

Si j'étais membre de la FAE, et que mon organisation se transformait en pantin pour des juristes et opposants à la laïcité québécoise, plus intéressés par une clause constitutionnelle que par les professeurs, je me poserais de sérieuses questions sur mon syndicat et ma présidente.

UNESCO: l'école ne forme pas adéquatement les jeunes aux changements climatiques

Stéphane Blais, La Presse Canadienne

MONTRÉAL - Les systèmes d'éducation du monde ne forment pas adéquatement les étudiants et les élèves sur les changements climatiques, selon un nouveau rapport de l'UNESCO. L'agence onusienne vient également de publier deux outils pour aider les systèmes d'éducation à intégrer la crise du climat dans les programmes scolaires.

L'une des conclusions des auteurs du rapport Apprendre à agir pour les personnes et la planète, publié mercredi, est que l'éducation au changement climatique ne doit pas reposer uniquement sur un transfert de connaissances.

Elle doit également se concentrer sur un apprentissage socio-émotionnel et être orientée vers l'action, par exemple en favorisant l'école à l'extérieur, dans la nature.

L'UNESCO soutient que les changements climatiques ne doivent pas être enseignés comme une matière, et qu'il faut plutôt les aborder de manière transversale, sous différents angles, dans plusieurs matières scolaires.

Mais pour y arriver, les curriculums doivent être révisés et les professeurs ont besoin d'être formés adéquatement, toujours selon l'UNESCO.

Des professeurs qui manquent d'outils

Le rapport se base sur plusieurs enquêtes menées dans le monde dans les dernières années.

L'une de ces enquêtes souligne qu'une majorité de plus de 58 000 enseignants de 144 pays et territoires estime qu'il est important d'enseigner le changement climatique, mais que moins de 40 % de ces professeurs sont suffisamment confiants pour l'enseigner.

Seulement un tiers des professeurs estiment qu'ils sont capables d'expliquer correctement les effets des changements climatiques sur leur localité.

Une autre enquête menée auprès de plus de 1000 enseignants et membres du personnel scolaire de 38 pays montre que la moitié d'entre eux ont cité le manque de ressources disponibles ou adaptées comme un défi majeur à l'enseignement des changements climatiques.

Les professeurs interrogés ont indiqué que le développement professionnel, l'aide de collègues

expérimentés et l'invitation d'experts comme conférenciers comptent parmi les outils nécessaires pour compenser leur manque de connaissances sur les enjeux climatiques.

Le rapport onusien souligne aussi que les enseignants ont trouvé que les projets transdisciplinaires ayant un impact réel étaient les plus motivants pour inciter les élèves à s'engager dans l'action climatique.

Des élèves qui ne se sentent pas préparés

Le rapport souligne qu'une enquête menée auprès de plus de 2000 étudiants dans 53 pays a révélé que 95 % d'entre eux s'inquiétaient des effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Mais seulement un quart des filles et un peu plus d'un tiers des garçons estimaient que leur éducation les avait préparés à faire face aux changements climatiques.

Une autre étude de l'UNESCO, celle-ci menée en 2021, semble appuyer ces données. Sur 100 programmes scolaires nationaux analysés, près de la moitié d'entre eux (47 %) ne mentionnaient pas les changements climatiques. Une analyse du contenu de livres scolaires pour élèves entre 11 et 18 ans montre que les solutions qui ont un impact significatif sur la crise climatique, par exemple vivre sans voiture, sont très peu mentionnées. À l'opposé, les livres scolaires mentionnent davantage les solutions qui ont peu d'impact, comme le recyclage.

L'étude Apprendre à agir pour les personnes et la planète fait quelques fois référence spécifiquement au Canada.

Les auteurs mentionnent notamment qu'un sondage mené auprès de Canadiens âgés de 16 à 25 ans conclut que 60 % d'entre-deux estiment que le système éducatif devrait se concentrer davantage sur les dimensions socioémotionnelles des changements climatiques.

Plaidoyer pour sortir de la classe

L'éducation en plein air devrait faire partie des programmes d'éducation, selon l'UNESCO, qui souligne qu'apprendre à l'extérieur permet de développer une conscience et un intérêt pour l'environnement dès le plus

jeune âge et que cela constitue une base essentielle pour développer des attitudes et des comportements favorables à l'action contre le changement climatique à l'âge adulte.

Les auteurs se basent sur une revue de 66 études, principalement réalisées dans les pays du Nord, qui révèlent que les programmes pour enfants de 4 à 5 ans dans des environnements riches en nature avaient des résultats positifs sur les plans environnemental, cognitif et affectif.

Les auteurs donnent l'exemple du Japon, où l'éducation de la petite enfance inclut depuis longtemps les pratiques d'activités extérieures.

Dans ce pays, 90 % des centres de la petite enfance disposeraient de jardins où les enfants peuvent cultiver des fleurs et des légumes.

L'UNESCO cite également une enquête réalisée à New York, où des chercheurs ont observé un groupe d'enfants grandir pendant plusieurs années. Ils ont conclu que le temps passé à l'extérieur en bas âge était un facteur prédictif de comportements plus favorables envers l'environnement à 18 ans.

Des indicateurs de qualité pour des écoles vertes

Les auteurs du rapport soulignent qu'il n'existe actuellement aucun indicateur simple pour aider les décideurs politiques et le grand public à comprendre si leur pays progresse en matière d'éducation aux changements climatiques.

L'UNESCO propose donc une nouvelle norme de qualité pour des écoles vertes.

Ces normes se retrouvent dans un document de 70 pages disponible en ligne et appelé Green school quality standard, Greening every learning environment.

Le document a été élaboré avec d'autres agences des Nations unies, des organisations de la société civile et les États membres.

La sortie du rapport de l'UNESCO est également accompagnée d'un nouveau guide qui porte le nom de Greening curriculum guidance: teaching and learning for climate action.

Cet outil, selon l'UNESCO, offre une vision commune de ce que devrait être l'éducation au dérèglement climatique et la manière dont les pays peuvent intégrer les thèmes environnementaux dans les programmes.

Fin de l'écllosion de rougeole au Québec: la couverture vaccinale s'est améliorée

Katrine Desautels, La Presse Canadienne

MONTRÉAL - Les efforts de la santé publique pour contrer la propagation de la rougeole semblent avoir porté fruit. L'écllosion de ce virus très contagieux qui avait pris forme au début de l'année est officiellement terminée, a confirmé le ministère de la Santé.

Au total, ce sont 51 cas confirmés qui ont été déclarés au Québec depuis le début de 2024, dont 23 dans la région de la Montréal. Le dernier cas déclaré remonte au 4 mai. Il n'y a par ailleurs aucun lieu d'exposition actuellement identifié au Québec.

Selon les paramètres techniques du gouvernement sur la gestion des cas, des contacts et des écllosions de la rougeole au Québec, la fin de l'écllosion est fixée au 32e jour suivant la dernière présence du dernier cas contagieux dans un milieu.

Cette durée a été déterminée sur la base de deux périodes d'incubation moyenne, c'est-à-dire deux périodes de 14 jours, en plus de la période maximale de transmissibilité de 4 jours après l'apparition de l'éruption cutanée.

Rappelons qu'en mars, le Québec était l'épicentre de la transmission de la rougeole à l'échelle du pays. Le Canada a enregistré 77 cas de rougeole depuis le début de l'année.

Il y a quelques semaines la santé publique de l'Ontario a annoncé le décès d'un enfant qui avait été hospitalisé

pour la rougeole. Ce dernier n'était pas vacciné. Il s'agit du premier décès lié à la rougeole depuis plus d'une décennie en Ontario.

En mars, la hausse des cas de rougeole et le faible taux de vaccination dans certaines écoles du Québec avaient inquiété la santé publique qui a entrepris une campagne de vaccination dans des milieux ciblés. À l'échelle de la province, des interventions ont été réalisées dans plus de 2200 écoles primaires et 730 écoles secondaires.

Cela a permis d'augmenter la couverture vaccinale contre la rougeole. Depuis le début de l'écllosion, fixée au 2 février, près de 14 000 élèves du primaire et du secondaire sont nouvellement adéquatement vaccinés contre la rougeole. Deux doses de vaccin sont nécessaires pour être considéré comme adéquatement vacciné.

En date du 21 mai, 86 426 vaccins contre la rougeole ont été administrés depuis le début de l'écllosion.

Ces résultats ont été possibles entre autres grâce à un groupe de travail mis sur pied et dont le mandat consistait à mieux réussir à joindre les parents des enfants âgés de moins de 5 ans qui n'étaient toujours pas vaccinés contre la rougeole, puisque les jeunes enfants sont plus à risque de développer des complications graves.

Actualités

Front commun du secteur public: les quatre signent leurs conventions ces jours-ci

Par Lia Lévesque, La Presse Canadienne

Les organisations syndicales du front commun du secteur public signeront finalement leurs conventions collectives ces jours-ci, enclenchant le processus qui permettra à leurs membres de toucher éventuellement les augmentations de salaire et les paiements de rétroactivité tant attendus.

Même si les quatre membres du front commun — CSN, CSQ, APTS et FTQ — avaient entériné les ententes de principe à la fin de février, les parties devaient ensuite s'assurer que les textes correspondaient bel et bien à ce qui avait été convenu aux tables de négociation.

Cela a pris environ trois mois et demi depuis que le tout a été officiellement entériné — ce qui n'est pas un délai hors normes. Néanmoins, plusieurs syndiqués s'impatientaient et le faisaient savoir à leur syndicat respectif.

Les dates de signature diffèrent légèrement d'une fédération ou d'un grand syndicat à l'autre, en santé et en éducation. Il y a aussi certains délais de 45, 60 ou 90 jours après la signature pour certains paiements.

Le Trésor

La présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, s'en est réjouie et a publié une photo de la cérémonie de signature.

«Aujourd'hui s'amorce la signature des conventions collectives avec les syndicats du front commun. Pour l'occasion, j'ai reçu ses leaders au Conseil du trésor afin de signer une déclaration conjointe reconnaissant le travail effectué et les résultats obtenus dans la dernière négociation», a-t-elle écrit.

Les syndicats

«Dans les jours qui suivent, pendant quelques jours, on parle de jeudi, vendredi, samedi, à peu près, il y aura nos fédérations qui vont procéder, à des dates différentes, aux signatures des conventions collectives. Et elles entreront en vigueur le dimanche 9 juin, parce qu'il y en a qui sont en santé, et, pour le réseau scolaire

et collégial, eux vont entrer en vigueur lundi», a expliqué en entrevue le président de la CSQ, Éric Gingras.

«Tout dépendant de la catégorie d'emploi, les règles sont un peu différentes sur l'entrée en vigueur, le nombre de jours pour que les salaires soient majorés et payer la rétroaction aussi» a indiqué M. Gingras. «Mais tout va se faire après ça, tout est enclenché», se réjouit-il pour ses membres.

La Fédération de la santé et des services sociaux, affiliée à la CSN, par exemple, signera d'ici la fin de la semaine. Et sa convention collective entrera en vigueur le 16 juin, a-t-elle précisé jeudi.

«Enfin les travailleuses et les travailleurs du secteur public vont pouvoir bénéficier des gains de la nouvelle convention collective. La négociation nous aura permis d'améliorer à la fois les conditions salariales et de travail. Ça va donner de l'air à celles et ceux qui donnent les services chaque jour. Mais il reste encore du chemin à parcourir pour rendre nos réseaux plus attractifs et nous serons au rendez-vous pour poursuivre cette bataille», a commenté François Enault, vice-président de la CSN.

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) signera sa convention dès ce jeudi. Et elle entrera en vigueur le 16 juin, a-t-elle fait savoir.

«C'est avec beaucoup de fierté que nous arrivons à la conclusion de cette négociation, qui nous aura permis d'obtenir d'importantes améliorations des conditions de travail qui contribueront à revaloriser les emplois dans notre réseau public, à lutter contre la surcharge de travail et à favoriser non seulement l'accessibilité, mais aussi la qualité, des services offerts à la population», a

commenté de son côté Robert Comeau, président de l'APTS.

La FTQ signera ses conventions vendredi, indique-t-elle.

«La signature des conventions collectives du Front commun marque la fin d'un long processus de négociation qui a été difficile, mais qui, en même temps, s'est déroulé dans un esprit de franchise, ce que nous avons apprécié. Cette négociation n'aurait pas connu un tel succès sans l'appui tant des travailleuses et travailleurs que de l'ensemble de la population qui a bien fait savoir au gouvernement qu'il fallait un sérieux coup de barre pour mieux traiter le personnel du secteur public», a commenté Magali Picard, présidente de la FTQ.

Les incertitudes

La situation reste à éclaircir pour la Fédération de la santé, affiliée à la CSQ, qui n'a même pas conclu d'entente sectorielle. Elle représente des infirmières, comme la FIQ. «On aimerait ça être capable de régler avant l'été, mais ce n'est pas simple. C'est ralenti aux tables de négo», a admis M. Gingras, de la CSQ.

L'inconnu demeure aussi pour le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et le Syndicat québécois des employés de service (SQEES), deux grands syndicats affiliés à la FTQ, qui soutiennent que les textes soumis par Québec pour approbation ne sont pas conformes à ce qui avait été convenu aux tables de négociation.

Et 2000 salariés à l'emploi des commissions scolaires Crie et Kativik, de la CSQ, n'ont toujours pas réglé non plus.

Football

Un vestiaire pour continuer à bâtir chez les Huskies

Par Jean Carrier, Le Soleil

Le programme de football des Huskies de la Polyvalente de Charlesbourg a le vent dans les voiles. De plus en plus populaire auprès des élèves et avec des résultats qui ne cessent de s'améliorer, il manquait cependant toujours une chose essentielle à l'institution publique pour avoir un programme digne de ce nom. Un vrai vestiaire!

Le problème est maintenant résolu puisque l'école a procédé au grand dévoilement du vestiaire pour les trois formations de l'école. Inutile de mentionner que de passer d'un endroit où les joueurs se changeaient collés pratiquement dans les douches avec des bacs au sol à un vrai vestiaire où les joueurs peuvent discuter à leurs cases va changer considérablement la dynamique de l'équipe.

Le demi de coin Éliot Fortin est très excité pour sa dernière année chez les Huskies.

«Maintenant, on peut dire qu'on est une vraie équipe. On va arrêter de perdre des choses dans le vestiaire et je suis certain que cela va contribuer à améliorer notre niveau de jeu. Les gars étaient tellement excités quand ils nous l'ont montré pour la première fois.»

Le futur finissant assure que les joueurs n'auront pas de problème à se ramasser.

«C'est un peu un vote de confiance de la direction et on sait à quoi ça ressemblait avant. On va en prendre soin», termine-t-il avec fierté.

Pas un hasard

Pour le coordonnateur du programme de football, François Arseneau-Chiasson, la différence entre jadis et maintenant est frappante.

«J'ai joué ici et ce n'est pas croyable de voir ce vestiaire qui est vraiment sur la coche. C'est plus que le jour et la nuit. Les jeunes ont encore les yeux brillants et ils sont fiers!»

Le dirigeant est évidemment très heureux du soutien de la direction de l'école qui s'est occupée du vestiaire des

équipes du benjamin et du cadet. La portion du vestiaire de la formation juvénile a été réalisée avec l'aide des bourses Isaac Pépin suite à un concours remporté via Radio X.

«Les gars ne l'ont pas volé puisqu'ils ont réussi à mobiliser tellement de monde pour voter pour eux. Ils ont gagné avec plus de 5000 votes d'avance sur un total de 30 000 votes. Tu voyais tout au long du processus que c'était important pour eux», explique-t-il tout en remerciant les bourses Isaac Pépin qui ont contribué au final pour un montant avoisinant 30 000 \$.

Le joueur de football (Pépin), qui participera au prochain Championnat du monde junior U20 pour le Canada, était d'ailleurs sur place et semblait ravi de voir la réaction des jeunes Huskies.

Engouement immédiat

Même s'il croit que cet ajout va avoir des répercussions positives sur le terrain pour son programme dès l'an prochain, Arseneau-Chiasson pense d'abord au bien-être de ces 120 athlètes et de ses 44 joueurs juvéniles.

«Peu importe le sport, une équipe commence toujours dans le vestiaire. C'est un endroit tellement important et on se devait d'avoir des installations comme ceux-là. C'est avant tout un investissement pour les jeunes. Ils vont tellement apprécier davantage leur expérience et on a déjà des ajouts de joueurs pour l'an prochain. Il y a un réel *buzz* autour de l'équipe.»

Les Huskies de Charlesbourg profiteront de cet engouement dès l'an prochain pour passer du football juvénile à 9 au football à 12 en division 4.

L'Est du Québec

Avec son diplôme, une finissante en coiffure de Rimouski reçoit une voiture

Par Johanne Fournier, Collaboration spéciale

Depuis les deux dernières semaines, tous les astres s'alignent pour Sarah-Ève Marquis de Rimouski. Après avoir remporté la médaille de bronze aux Olympiades canadiennes des métiers et technologies la semaine dernière, la jeune diplômée en coiffure du Centre de formation professionnelle (CFP) Mont-Joli-Rimouski a vu la chance lui sourire jeudi, alors qu'elle a été la seule à détenir la clé qui a fait démarrer la voiture tirée parmi 20 finissants de l'établissement de Rimouski. L'événement se tenait pour la première fois dans la région.

L'idée est venue d'un enseignant en carrosserie du CFP, Dany Dubé qui, lors d'un colloque, avait discuté avec des collègues du Centre de formation professionnelle à La Prairie, qui organise le même genre d'événement depuis quelques années. «L'idée a mijoté ici, raconte la directrice adjointe du CFP Mont-Joli-Rimouski, Geneviève DeRoy. L'an dernier, on a fait des approches avec Promotuel Assurance, qui a décidé d'embarquer avec nous dans le projet. Ils nous ont trouvé un véhicule accidenté que les élèves en mécanique automobile et carrosserie ont réparé.»

20 élèves méritants

Le personnel enseignant avait sélectionné 20 élèves nouvellement diplômés en formation professionnelle qui s'étaient démarqués par leur assiduité, leurs efforts soutenus, leur réussite scolaire ainsi que leur attitude et leur savoir-être. «Sur les vingt, on en a tiré cinq au sort avec un logiciel, explique Mme DeRoy. Les cinq ont reçu une télécommande dans une enveloppe et ont ensuite essayé de débarrer l'auto. Seulement deux débarraient le véhicule. Puis, sur les deux, une seule clé démarrait le véhicule. Ça s'est avéré être Sarah-Ève Marquis.»

La finissante en coiffure de 21 ans est aussi détentrice d'un diplôme d'études professionnelles (DEP) en esthétique. «Elle le méritait, souligne la directrice adjointe du CFP. Elle a travaillé fort au sein de son DEP et pour les Olympiades; ça lui a demandé beaucoup de pratique et de temps. On était fier que ce soit elle qui remporte le fameux véhicule!»

Véhicule restauré

L'automobile offerte par Promotuel Assurance est un véhicule utilitaire sport de marque Mitsubishi RVR 2020, de couleur argent, avec 60 000 km au compteur. Le véhicule était accidenté et a été entièrement restauré par les élèves des départements de carrosserie et de mécanique automobile des centres de formation durant les derniers mois. La voiture a été inspectée et répond aux normes de sécurité des véhicules routiers de la Société de l'assurance automobile du Québec. En plus de l'auto, Sarah-Ève Marquis reçoit des pneus d'été neufs sur des roues en alliage, des pneus d'hiver neufs qui seront posés gratuitement cet automne à l'atelier de mécanique auto du CFP, un changement d'huile réalisé au même endroit, une carte-cadeau de 300 \$ d'essence, un lavage d'auto intérieur et extérieur, un crédit d'assurance de 500 \$ sous réserve de certaines conditions et exclusions. À ce rabais s'ajoute une contribution de 500 \$ pour aider à couvrir les frais d'assurance auto.

«C'est vraiment un gros cadeau. Le véhicule est évalué aux alentours de 20 000 \$.»

— Geneviève DeRoy, directrice adjointe du CFP Mont-Joli-Rimouski

La directrice adjointe du CFP Mont-Joli-Rimouski confirme déjà que le tirage sera de retour l'an prochain. Un nouveau véhicule sera ainsi restauré et tiré parmi les finissants de 2024-2025 qui se seront démarqués pendant leur parcours scolaire. Selon Geneviève DeRoy, Promotuel Assurance a déjà confirmé le renouvellement de son partenariat pour la prochaine année scolaire.

L'éclosion de coqueluche s'intensifie à Québec

Par Juliette Nadeau-Besse, Le Soleil

Toutes les écoles de la Capitale-Nationale sont à «risque élevé» d'éclosion de coqueluche jusqu'à la fin de l'année scolaire. Depuis le début de l'année, 124 cas de coqueluche ont été répertoriés dans la région.

Entre le 1er janvier et le 3 juin, 124 cas de la maladie ont été détectés ou soupçonnés dans la Capitale-Nationale. Ce sont 54 de plus qu'en date du 20 mai, à peine deux semaines plus tôt.

«Près de dix éclosions sont en cours dans des écoles et des milieux de garde de la région», a précisé le CIUSSS de la Capitale-Nationale. La hausse de cas est également observée dans le reste de la province.

Les jeunes d'âge primaire ou préscolaire contaminés par la coqueluche doivent être exclus de leur milieu. Au secondaire, les élèves et enseignants touchés n'ont pas besoin d'être retirés, indique la Direction de la santé publique du CIUSSS.

Puisque toutes les écoles de la région sont à «risque élevé» d'éclosion jusqu'à la fin de l'année scolaire, le CIUSSS n'enverra pas de lettre aux parents lors des nouveaux cas détectés.

La maladie circule «de façon cyclique au Québec», précise le CIUSSS dans sa lettre envoyée aux parents de la région, dont Le Soleil a obtenu une copie.

Très contagieuse

La coqueluche est une maladie «très contagieuse qui se caractérise par de fortes quintes de toux» qui ressemblent au cri du coq.

Des symptômes de rhume apparaissent d'abord, puis la toux s'intensifie après une à deux semaines. Les quintes de toux peuvent être très intenses, surtout la nuit, au point où elles mènent parfois à des vomissements.

Les symptômes peuvent mettre jusqu'à trois semaines après la contamination avant d'apparaître, et la maladie peut durer jusqu'à six semaines.

Recommandations

Quatre doses de vaccination en bas âge sont recommandées contre la coqueluche. Une personne vaccinée peut quand même contracter la bactérie, mais devrait avoir des symptômes moins sévères.

La coqueluche doit être diagnostiquée par un médecin et être traitée avec la prise d'antibiotiques.

Si un jeune attrape la maladie, l'école doit être avisée du diagnostic.

La violence entraîne des centaines de démissions au sein du personnel de soutien scolaire

VICKY BOUTIN

La Fédération du personnel de soutien scolaire exige une intervention urgente du ministre de l'Éducation devant l'ampleur de la crise qui secoue le milieu. Elle maintient que les injures, les coups et les menaces sont le lot quotidien de plusieurs de ses membres.

Ces gestes de violence, qui proviennent surtout des élèves, constituent l'un des principaux éléments derrière la vague de démissions actuelles, selon la Fédération. Les conditions de travail figurent aussi en haut de la liste.

Les données obtenues par l'organisation grâce à des demandes d'accès à l'information montrent que plus de 1530 employés de soutien au Saguenay-Lac-Saint-Jean ont quitté le réseau de l'éducation en cinq ans.

Ces démissions massives ont un impact sur la charge de travail des personnes qui restent en poste et sur la qualité des services que nous offrons.

- Éric Pronovost, président, Fédération du personnel de soutien scolaire

Un sondage troublant

Un sondage mené auprès du personnel de soutien dans deux centres de services scolaires (CSS) de la région montre l'étendue du problème.

Au CSS des Rives-du-Saguenay, près d'une personne sur cinq affirme avoir été la cible de violence physique. C'est le cas d'une personne sur quatre à la CSS de La Jonquière, selon ce sondage interne.

Pour ce qui est des autres types de violence, une personne sur quatre à la CSS des Rives-du-Saguenay indique en avoir subi, et une sur trois à la CSS de la Jonquière.

Méthodologie

Le sondage a été effectué par la firme Ad hoc sous la forme d'un questionnaire web rempli par 5127 membres de la FPSS-CSQ, dont 336 issus du Centre de services

scolaire des Rives-du-Saguenay et 115 du Centre de services scolaire de la Jonquière. Le sondage a été réalisé du 6 février au 22 mars 2024.

La violence s'est étendue et je vous dirais qu'elle frappe un plus grand nombre de gens.

- Éric Pronovost, président, Fédération du personnel de soutien scolaire

Il y a le secteur direct à l'élève [qui est touché], si on parle aux techniciennes en éducation spécialisée, les gens en service de garde, etc. Mais aussi maintenant les secrétaires et les concierges [notamment], précise le président de la Fédération du personnel de soutien scolaire, Éric Pronovost.

En entrevue à l'émission *C'est jamais pareil*, M. Pronovost a rappelé que ses membres étaient fortement incités à dénoncer tous les épisodes de violence à leur endroit. Le problème, indique-t-il, c'est que les directions d'école banalisent souvent les gestes violents.

Il rappelle qu'il faut travailler en amont pour éviter l'explosion de colère chez les enfants à l'origine de ces coups et de ces injures, comme, par exemple, en embauchant des intervenants supplémentaires pour les aider. Il implore le ministre de l'Éducation d'y voir rapidement.

Les membres de l'exécutif sont de passage à Saguenay dans le cadre d'une tournée pour célébrer les 25 ans de la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ).

ICI  RADIO-CANADA

Des mosaïques intergénérationnelles dans une école de Louiseville

FRANCIS BEAUDRY
EDOUARD DUBOIS

Des membres du comité intergénérationnel du Centre d'action bénévole de la MRC de Maskinongé ont aidé plus de 400 élèves de l'école primaire de Louiseville à confectionner des mosaïques. L'objectif étant de rapprocher les générations dans un cadre éducatif.

Plusieurs bénévoles du Centre d'action bénévoles ont épaulé les 446 élèves de l'école primaire de Louiseville pour produire 28 mosaïques. Après six mois de travail, le vernissage a eu lieu jeudi.

La créatrice du projet, Nicole Bellemare, se réjouit et est même émue du résultat.

Je ne pensais pas que l'œuvre aurait été si bien réalisée. Je suis vraiment surprise. Puis en même temps je suis très émue de l'ensemble de l'exposition parce que quand on voit toutes les œuvres ensemble, ça réchauffe le cœur, dit-elle.

Ces mosaïques ont été réalisées par les jeunes et des aînés bénévoles du Centre d'action bénévole, une occasion de bâtir des ponts entre les générations, selon la directrice de l'école primaire de Louiseville, Katia Paquin.

Il y a une collaboration entre les aînés et les proches aidants de la Communauté, les bénévoles surtout parce qu'il y avait un organisme aussi qui venait déjà à l'école.

Puis le but était que tous les élèves puissent bénéficier de cette belle complicité-là avec ces personnes-là dans l'école, dit-elle.

Lors du vernissage, les élèves ont présenté avec fierté leurs œuvres.

Louis Pettigrew se réjouit d'avoir pu aider les jeunes en tant que bénévole.

On a toujours voulu leur apporter des connaissances. Pour les mosaïques, je m'étais préparé et puis j'avais fait un peu de recherches, je leur expliquais d'où ça venait les mosaïques, parce que c'est le fun d'en faire, mais aussi de savoir pourquoi ça existe, dit-il.

Chaque classe de l'école était responsable de produire sa mosaïque, quelques associations de la région, comme l'Association des retraités de l'enseignement du Québec, ont aussi participé en envoyant leur propre mosaïque pour l'école primaire de Louiseville.

ICI  RADIO-CANADA

Le conflit de travail entre les chauffeurs d'autobus scolaires et Transdev est terminé

GENEVIÈVE PROULX

Une entente de principe a été conclue entre les chauffeurs d'Autobus de l'Estrie et d'Autobus La Sapinière et leur employeur, l'entreprise Transdev. Ils reprendront le volant dès lundi.

La CSN confirme, par voie de communiqué, que les deux syndicats avaient voté en faveur des ententes de principe en assemblée générale jeudi. Aux Autobus de l'Estrie, 79 % des membres ont approuvé l'entente. Du côté d'Autobus La Sapinière, 72 % des chauffeurs ont voté pour l'entente.

Les salaires horaires des chauffeurs passeront de 25,99 \$ à 31,06 \$ en 2027 chez Autobus de l'Estrie et de 26,27 \$ à 32,14 \$ en 2028 aux Autobus La Sapinière.

Les menaces de perte de circuits et le lock-out de l'employeur expliquent ce résultat, explique le président du syndicat des Autobus La Sapinière, Stephen P. Gauley. Ce n'est jamais simple ni facile de faire face à un employeur qui agit de la sorte et, vu le contexte, il est clair que les membres sont allés chercher le maximum qu'ils pouvaient, soutient, pour sa part, le président du Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie-CSN, Denis Beaudin.

Selon Steven P. Gauley, le président du syndicat d'Autobus La Sapinière soutient que le retour au travail des chauffeurs se fera lundi. Sur son site Internet, le Centre de services scolaire des Hauts-Cantons confirme l'information. Dès le lundi 10 juin 2024, ce sera un retour à la normale pour le transport scolaire pour tous les établissements du Centre de services scolaire des Hauts-Cantons, peut-on y lire.

En début de semaine, l'employeur avait mis ses chauffeurs en lock-out. Ces derniers terminaient une grève de 10 jours. Ils avaient également été en grève les 18 avril, 2 et 3 mai.

Au total, 93 chauffeurs d'autobus scolaires travaillent pour Transdev.

ICI  RADIO-CANADA

Des parents réclament une école secondaire alternative à Bécancour

AMÉLIE SIMARD-BLOUIN

Des parents de Bécancour militent pour la création d'une première école secondaire alternative au Centre-du-Québec. Ils souhaitent que les jeunes qui fréquentent l'école primaire alternative des Perséides, ouverte il y a sept ans, puissent continuer leurs études selon le même modèle d'apprentissage.

Au Québec, on compte présentement 46 écoles alternatives, dont quatre en Mauricie et seulement une au Centre-du-Québec. De ce nombre, il y en a une seule pour le volet secondaire, qui se trouve à Shawinigan.

Je pense qu'on répond à une demande. Moi, je demande à mes enfants, aux amis de mes enfants, puis ils disent tous oui, qu'ils veulent aller au volet secondaire alternatif, rapporte l'une des membres du comité des parents fondateurs, Émilie Fleurent-Auger.

Après avoir sondé des parents du secteur, elle a senti un véritable intérêt pour l'ouverture d'une école secondaire alternative. L'objectif est d'offrir une continuité dans le parcours scolaire des élèves, qui évoluent actuellement dans les classes du primaire.

C'est comme si on enlevait un frein qui est imposé parce que souvent, ils [les élèves] sont pris dans un groupe où on doit suivre le groupe, aller à la vitesse du groupe, versus à l'école alternative, un élève qui a compris rapidement, il va passer à autre chose parce qu'il va aller faire son projet personnel, ajoute Mélanie Pinard, aussi membre du comité des parents fondateurs.

Celle-ci a d'ailleurs remarqué les bienfaits de l'école alternative, ayant trois enfants qui ont suivi des programmes réguliers, et un enfant qui a fréquenté l'école des Perséides juste après la maternelle. J'ai vraiment vu la différence, témoigne Mme Pinard.

Les élèves d'une école alternative doivent répondre aux exigences du ministère de l'Éducation, mais l'apprentissage y est complètement différent des écoles traditionnelles. L'élève est toujours en action et joue un grand rôle dans la gestion de son horaire. Plutôt qu'un enseignement seulement magistral, l'élève apprend en

réalisant des projets, tout en misant sur ses forces et ses intérêts.

Par exemple, un élève très manuel pourrait en profiter pour construire une cabane à oiseaux en utilisant les notions de mathématiques. L'enfant est souvent beaucoup plus motivé et l'apprentissage est très concret dans ces moments-là, explique Mme Pinard.

Des écoles pleines dans quelques années

Les parents veulent trouver une solution aux prévisions du Centre de services scolaire de la Riveraine, qui estime que deux de ses trois écoles secondaires seront au maximum de leur capacité d'ici 2030. Ces calculs ne tiennent pas en compte le nombre d'enfants qui s'ajouteront avec l'arrivée des travailleurs de la filière batterie.

Ce constat a été un élément déclencheur pour des parents qui ont souhaité présenter leur demande auprès de la direction. Le directeur général, Pascal Blondin, affirme que le centre de services scolaire est en mesure de pallier pour encore quelques années les problèmes qui devraient se présenter. En attendant, il garde un œil sur la capacité des écoles.

Il se dit également ouvert à l'idée d'ouvrir une école secondaire alternative sur le territoire, sauf que pour l'instant, des préoccupations demeurent. À quel endroit pourrait-on faire un projet comme celui-là? Est-ce qu'on aurait du personnel aussi parce qu'en temps de pénurie de personnel, est-ce qu'on aurait du personnel qui serait prêt à s'investir dans un volet alternatif au secondaire? C'est quelques questions parmi plusieurs autres, répond M. Blondin.

Plusieurs rencontres à venir

Le projet des parents de Bécancour n'en est encore qu'à ses débuts. Plusieurs rencontres entre les membres du comité sont prévues pour élaborer le projet. Aussi, ils prévoient faire une visite de l'école secondaire alternative de Shawinigan pour avoir une meilleure idée du fonctionnement au volet secondaire.

Le Réseau des écoles alternatives du Québec leur est d'un grand soutien pour la réalisation du projet.

Une rencontre d'avant-projet est prévue le 5 novembre prochain pour présenter le projet et répondre aux

questions. Ce sera aussi l'occasion pour les intéressés de signer le registre d'appui à l'initiative.

Le comité des parents fondateurs compte déposer son avant-projet en janvier 2025. Si tout se déroule comme prévu, les parents ont bon espoir d'offrir le volet secondaire aux jeunes qui fréquentent l'école primaire alternative des Perséides dans environ deux ans.

Justice et faits divers

Un autobus scolaire fait des tonneaux sur la route 143 à Stanstead

Par Tommy Brochu, La Tribune et Lilia Gaulin, La Tribune

Un autobus scolaire occupé par une douzaine d'élèves a été percuté par une voiture, jeudi matin à Stanstead. Personne n'a été blessé gravement, indique la Sûreté du Québec. Le Centre de services scolaire des Hauts-Cantons (CSSHC) confirme quant à lui que tous les élèves ont été transportés à l'hôpital par mesure préventive.

Pour une raison toujours inconnue, une voiture a quitté sa voie sur la route 143 pour entrer en collision avec l'autobus scolaire. «Les deux véhicules ont effectué des tonneaux. Heureusement, on parle de blessures mineures pour les jeunes dans l'autobus», assure le porte-parole de la Sûreté du Québec, Louis-Philippe Ruel.

Un enfant aurait subi une blessure aux jambes.

Ce dernier spécifie que l'accident a eu lieu dans une zone où la limite de vitesse est de 90 km/h. Selon M.

Ruel, il n'y avait pas de courbe ni de pente et la chaussée était sèche.

Selon Québec 511, la route 143 est fermée dans les deux directions entre l'autoroute 55 et la route 141.

L'autobus scolaire transportait 11 élèves de l'école primaire St-Luc de Coaticook et un élève du secondaire.

Tous les parents ont été rejoints, indique le CSSHC.

Actualités locales

La violence atteint des sommets dans les écoles primaires

Par Louis Tremblay, Le Quotidien

Les policiers de Saguenay sont débarqués à pas moins de huit reprises dans une école primaire de Jonquière dans les derniers mois afin de contenir des jeunes en crise qui constituaient une menace pour le personnel et les autres élèves.

Ces manifestations de violence font aujourd'hui partie du quotidien du personnel de soutien affecté aux élèves. Il n'est pas ici question uniquement d'enfants qui ont un diagnostic nécessitant un suivi particulier.

«On a eu un cas d'une employée qui a reçu un coup de tête et qui a fait une commotion cérébrale», insiste la présidente du Syndicat du personnel de soutien scolaire du Centre de services scolaire De La Jonquière affilié à la CSQ Nancy Gagnon. Ce climat de violence, tant psychologique que physique, est au cœur d'une vague de démissions dans les rangs de ces syndicats qui regroupent les techniciennes en éducation spécialisée, le personnel des services de garde ainsi que les préposés aux élèves handicapés. En plus d'affecter le moral des travailleuses et travailleurs de soutien, cette vague sans précédent est à l'origine de nombreuses démissions au sein du personnel de soutien.

Selon Isabelle Blanchette, présidente du soutien au Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay, le syndicat a vu 439 de ses membres quitter le milieu de travail dans les cinq dernières années. Pour l'ensemble du Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce sont 1530 employés de ces services de soutien dans les écoles qui ont démissionné. Le président de la Fédération du personnel de soutien scolaire, Éric Pronovost, admet que ces départs ne sont pas tous liés directement à la violence, mais reprend en affirmant que la proportion est importante. Un sondage récent réalisé au Québec par la fédération a confirmé que ces épisodes de violence ciblent maintenant d'autres corps de métier comme les agentes administratives et les concierges.

Les dirigeants syndicaux associent la montée en flèche de ces actes de violence à la génération des enfants-rois qui ne se font jamais dire non. Le soutien des parents qui serait nécessaire dans ces situations n'est pas toujours au rendez-vous.

«Quand les parents débarquent dans les écoles, ce n'est pas de la faute de leur enfant. Ils sont parfaits», ajoute Nancy Gagnon. Cette dernière a raconté la triste histoire d'une collègue de travail qui levait toujours la main pour qu'on lui confie les cas les plus difficiles. Elle aimait ces enfants malgré leur comportement, selon Nancy Gagnon. Malgré cette volonté de fer et l'amour des enfants, elle est tombée au combat devant l'ampleur des problèmes.

Les syndicats souhaitent travailler avec les fédérations de parents pour mettre en place des solutions. Selon le président Pronovost, il serait primordial de donner les moyens aux écoles de travailler en amont afin d'appuyer les parents pour diminuer le niveau de violence. Les problèmes existent dans les murs de l'école, mais ils sont également fréquents dans l'environnement immédiat lors de l'arrivée ou pendant les récréations.

La violence ne disparaît pas lors du passage au secondaire. Par contre, soutiennent les dirigeants syndicaux, la violence prend une forme beaucoup plus subtile. Elle se déplace sur les réseaux sociaux. «Ils lancent une invitation en écrivant qu'un tel va donner un coup de poing à un autre», résume Éric Pronovost.

Les dirigeants syndicaux sont inquiets pour leurs membres, mais ils attirent l'attention sur l'impact de ces comportements sur les autres jeunes dans les classes.

Le soutien des directions n'est pas égal partout sur le territoire. Selon les dirigeants syndicaux, certains centres de services ne prennent pas vraiment au sérieux ces événements. Ils affirment qu'il y a aussi une politique non écrite de contestation systématique des cas qui se rendent à la CNESST comme si le problème était moindre et n'avait pas d'impact sur la santé et la sécurité du personnel.

Une prof de musique et ex-directrice d'école arrêtée pour exploitation sexuelle

Par Pascal Faucher, La Voix de l'Est

Une femme de Sherbrooke très impliquée dans la musique et l'enseignement fait face à une accusation d'avoir exploité sexuellement une adolescente au début des années 1990.

Lyne Genest est une figure importante du milieu musical de Granby où elle est chef de chœur de l'Ensemble Vocal Plus, codirectrice des Petits chanteurs de Granby et fondatrice du chœur de chambre Lumina.

Sa première comparution en cour a eu lieu le 16 mai dernier au palais de justice de Granby. Elle n'était pas détenue et a plaidé non coupable.

On lui reproche d'avoir «à des fins d'ordre sexuel, touché une partie du corps» d'une adolescente vis-à-vis de qui elle était «en situation d'autorité ou de confiance», indique la dénonciation judiciaire.

L'infraction reprochée aurait eu lieu entre le 1er septembre 1991 et le 31 mars 1992, à Granby.

En vertu du Code criminel, ce crime est passible d'un emprisonnement maximal de 14 ans. Lyne Genest, qui n'a pas d'antécédent judiciaire, n'a pas rappelé La Voix de l'Est.

Le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs, dont fait partie l'école Massey-Vanier, mentionne que Mme Genest n'a été à son emploi que de 2016 à 2021.

Stupéfaction

À l'Ensemble Vocal Plus, la présidente Cécile Ménard dit ne pas avoir entendu parler de l'accusation déposée contre sa chef de chœur.

Même stupéfaction du côté des Petits chanteurs de Granby. Questionné quant à l'avenir de Mme Genest au sein de cet organisme, le secrétaire Guillaume Petit indique qu'il «va devoir en discuter avec le conseil d'administration».

Selon une biographie publiée en ligne, Lyne Genest a d'abord été musicienne dans divers ensembles avant de devenir enseignante et chef d'orchestre.

Elle possède un baccalauréat en enseignement de la musique et de la danse et un second en interprétation de la trompette.

Elle a fondé la concentration musique au collège privé Mont-Sacré-Cœur, toujours à Granby, où elle a dirigé l'Harmonie jeunesse avant de faire le saut à l'Académie de musique de Massey-Vanier.

Mme Genest a aussi dirigé le Chœur diocésain de Saint-Hyacinthe et le Chœur de Montréal. Elle a participé à la création de plusieurs comédies musicales.

Son dossier doit revenir devant la cour le 4 juillet pour la suite des procédures judiciaires.

Elle est représentée par Me Céline St-François, tandis que Me Chloé Mongeau, du ministère public, s'occupe de la poursuite.

Section Jeunesse Desjardins

Quand l'art rapproche les générations

Par Amélie Houle, Le Nouvelliste

Les yeux brillants et le sourire fendu jusqu'aux oreilles, Alicia, Kassie, Lili-Jade, Floralie et Amélia regardaient avec fierté jeudi matin leur licorne légendaire exposée dans la bibliothèque de leur école primaire. Juste derrière elles, Nicole Bellemare, une bénévole du Centre d'action bénévole (CAB) de la MRC de Maskinongé, vivait elle aussi les mêmes émotions.

Cette fierté partagée par les 446 élèves de l'école primaire de Louiseville et les aînés bénévoles du CAB de Maskinongé était en effet palpable pour une raison bien précise.

C'est que les deux générations présentaient le fruit d'un travail collaboratif dans lequel ils ont mis plusieurs heures de travail au cours des derniers mois: une exposition de mosaïques.

Place à une exposition de mosaïques

Une baleine bleue, un joyeux soleil, une sage tortue, un fragile poussin ou encore un délicieux poisson créés à base de carton, de feutrine, de tapisserie, de papier journal, de plastique, ou encore de papier de soi. Les différentes œuvres colorées présentées jeudi étaient toutes uniques, mais elles ont également permis de créer des liens entre les générations.

«On est fiers parce qu'on a travaillé vraiment fort pour ça», a souligné la jeune Kassie Gélinas, bien heureuse du résultat.

Alors qu'Amélia a participé au collage de la crinière de la licorne, sa collègue de classe Lili-Jade a pour sa part collé les paillettes qui se trouvaient tout autour de l'animal fantastique.

«Ce qu'on a aimé, c'est de travailler en équipe sur le même bricolage. Et on est fières de l'exposer pour que tout le monde puisse le voir», a mentionné Alicia Gagnon-Berthol, tout en montrant au *Nouvelliste* le travail accompli sur ladite licorne.

Un travail d'équipe avant tout

Et pour les élèves, même si chacun voulait en faire plus, il n'était pas question de se chamailler. Le travail d'équipe avant tout!

«On travaillait tous en équipe sur un même projet, c'était amusant», a d'ailleurs lancé Alicia.

D'ailleurs, si chacune des 28 classes de l'école primaire avait la tâche de créer une mosaïque collective en compagnie de bénévoles du CAB, ils ont également tous réalisé leur mosaïque personnelle qu'ils pouvaient ensuite ramener à la maison.

«Les jeunes m'ont souvent fait la réflexion qu'ils ne faisaient pas grand-chose pour la mosaïque collective, mais moi aujourd'hui je leur montre ce qu'un paquet de pas grand-chose ça peut donner», raconte le bénévole Louis Pettigrew qui avait la précieuse tâche d'accompagner les différentes classes lors de la confection de l'œuvre collective.

Une nouvelle activité intergénérationnelle

Le CAB de la MRC de Maskinongé a l'habitude d'organiser différentes activités intergénérationnelles afin de susciter l'intérêt des bénévoles, mais également des jeunes, que ce soit par le chant ou la construction d'une classe extérieure.

Mais cette fois, avec l'exposition de mosaïques, ce sont tous les élèves de l'école primaire qui étaient partie prenante du projet.

«Ce qui me stimule énormément, c'est la créativité pour les enfants. Moi mon but a toujours été d'aider les enfants à devenir des créateurs», avoue Nicole Bellemare, la conceptrice de ce projet de cœur.

Et Mme Bellemare n'a pas hésité une seconde à mettre les bouchées doubles afin de d'élaborer ce projet. Pas moins de 800 heures, c'est en effet ce qui l'a occupée au cours des derniers mois.

«C'était un long processus de préparation parce que je devais penser au niveau d'âge. J'ai enseigné pendant 32 ans, donc je me suis questionnée pour savoir comment j'allais faire pour qu'on réalise des mosaïques ensemble. Mais il y avait aussi la recherche et le montage.»

— Nicole Bellemare, conceptrice du projet

Les 28 œuvres qui sont actuellement exposées dans la bibliothèque de l'école primaire jusqu'au 20 juin, seront

également en vedette au symposium de Louiseville les 29 et 30 juin, de même qu'à la maison du Commis-Voyageur du mois de juillet au mois d'août et à la bibliothèque Jean-Paul-Plante à l'automne.

Le Nouvelliste Affaires - Juin 2024

Un taux de placement de 90 % pour les cuisiniers

Par Martin Lafrenière, Le Nouvelliste

La demande pour des cuisiniers ne s'essouffle pas, constate Luce Doucet. Selon la directrice adjointe du Centre de formation professionnelle Bel-Avenir de Trois-Rivières, le taux de placement des finissants en cuisine est de 90 %.

«Le marché de la restauration est très en demande. Les dernières formations étaient en alternance études-travail. Ça aide à créer un sentiment d'appartenance en entreprise. Mais les restaurateurs ont de la difficulté, car les élèves ont tellement d'offres. Ils peuvent magasiner leur emploi tellement ils peuvent se placer facilement.»

— Luce Doucet, directrice adjointe du Centre de formation professionnelle Bel-Avenir

Le cours professionnel de cuisine est d'une durée de 1470 heures. En 2023-24, Bel-Avenir a reçu 56 demandes d'admission, une forte baisse de 31,7 % par rapport aux 82 demandes effectuées en 2022-23. Par contre, le nombre d'élèves au DEP en cuisine, qui inclut l'élève ayant amorcé sa formation l'année précédente et qui poursuit ses études, est assez stable en 2023-24 avec un total de 59. C'est un seul élève de moins qu'en 2022-23.

Plusieurs types d'emploi sont disponibles depuis les dernières années, ce qui peut expliquer la variation du nombre de demandes d'admission en cuisine. Et si les emplois en restauration existent, la persévérance en milieu scolaire ne coule pas toujours de source.

«Des élèves ne pensent pas que c'est si demandant. Les émissions de télé-réalité de cuisine, c'est l'effet sensationnel, mais en arrivant au DEP, c'est la base. Il faut développer de la dextérité, la taille de légumes. C'est de la répétition», précise Mme Doucet.

D'autres défis se présentent aux élèves lorsqu'ils arrivent sur le marché de l'emploi, notamment la conciliation travail-familles. Ces gens travaillent durant les soirées et lors des grandes fêtes. Ils doivent composer avec des quarts de travail coupés et avec la pression de travailler dans une cuisine où les commandes arrivent souvent en même temps et de livrer un plat à la satisfaction de la clientèle. Mais il y a aussi le plaisir de travailler au sein d'une équipe ou l'esprit de collégialité est bien présent.

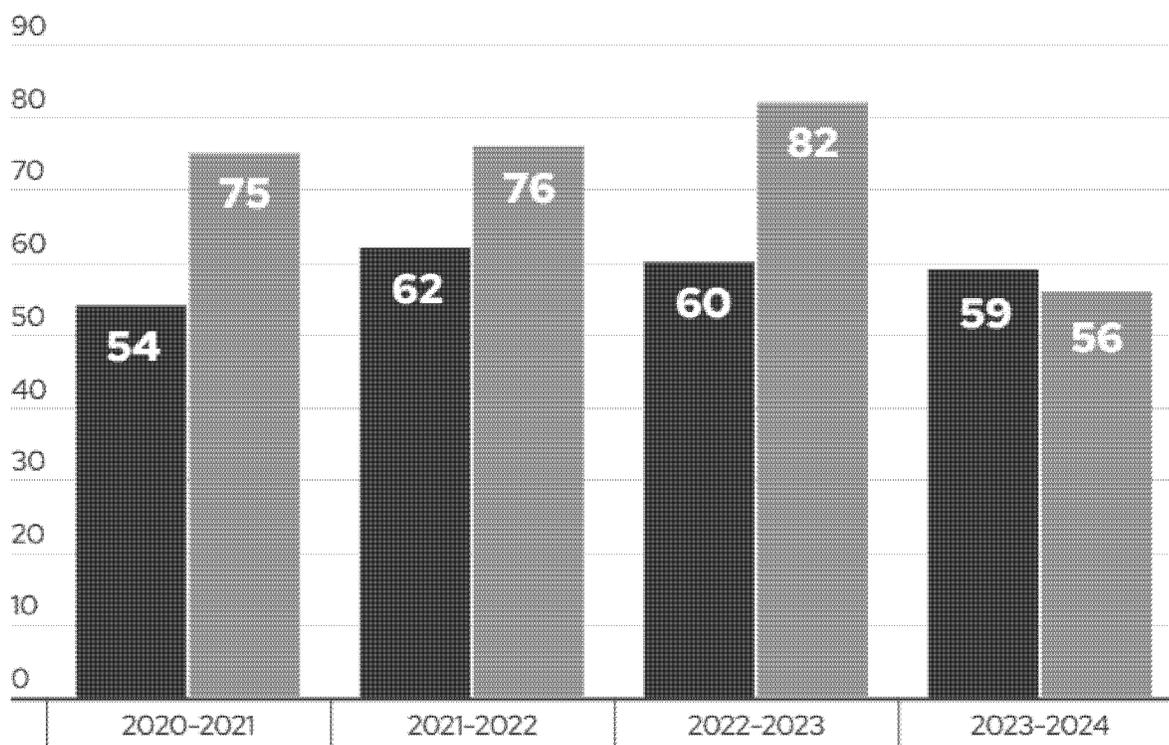
Relance de la spécialisation professionnelle

Après huit ans d'attente, Bel-Avenir relance le cours de cuisine du marché grâce à un nombre suffisant d'élèves ayant leur DEP en cuisine en poche et qui désirent obtenir une attestation de spécialisation professionnelle. Les produits du terroir, les produits régionaux et les produits étrangers sont abordés lors de cette formation offrant un volet plus gastronomique.

DEP EN CUISINE

● Nombre d'élèves au DEP en cuisine
(incluant les poursuites scolaires)

● Nombre de demandes
d'admission pour le DEP en cuisine



Poursuite scolaire : élève qui a commencé sa formation l'année précédente et qui poursuit l'année suivante.

Source: CFP Bel-Avenir

Du Venezuela au Saguenay pour fuir la corruption

Par Mickaël Meunier, Le Quotidien

Carla et sa fille Amanda ont quitté le Venezuela il y a de cela maintenant neuf mois. Leur pays natal était devenu trop dangereux. Désormais établies au Saguenay, les deux Vénézuéliennes sont en plein apprentissage du français et le duo mère-fille se donne à fond pour s'intégrer dans la communauté. Le défi en est cependant un de taille.

«La crise politique au Venezuela était devenue insoutenable. On n'a pas eu le choix de partir. On craignait pour nos vies», a d'emblée lancé la mère.

Le gouvernement, les autorités et les narcotrafiquants règnent sur le pays d'Amérique du Sud. La criminalité et la violence sont monnaie courante. «C'est impossible d'exprimer son désaccord avec le gouvernement là-bas. Les choses vont mal pour bien des gens, mais il n'y a pas de place pour la critique. Des élections auront lieu prochainement. Ça n'améliorera pas la situation. C'est en fait devenu pire depuis qu'on est parties», a-t-elle poursuivi.

Carla et Amanda ont dû laisser derrière elle des membres de leur famille. Au moins, les deux réfugiées ont pu compter sur des visages familiers lorsqu'ils sont venus s'installer dans la région. «Ma sœur est venue s'installer au Québec il y a sept ans. D'abord, elle est allée à Montréal, puis elle a fini par déménager au Saguenay. Quand on est arrivées, on a pu les retrouver. Ça nous a soulagées», a avoué Carla.

S'intégrer, loin d'être facile

En quittant leur pays d'origine, Carla et sa fille savaient que leur arrivée au Saguenay constituerait tout un défi. «Arriver dans un pays quand tu ne connais pas la langue, c'est intimidant. Ça fait peur», a partagé l'adolescente.

Les premiers mois ont été particulièrement ardues, et ce, malgré le fait que les deux nouvelles arrivantes ont suivi assidûment, à temps plein, des cours de francisation. «Au départ, j'étais très gênée. J'avais peur de me tromper. Donc, j'écoutais, mais je ne parlais pas. C'était très dur d'aller en public. Les gens ne me comprenaient pas et je voyais dans leur regard un certain jugement. Ce n'était pas ça avec tout le monde par contre», a précisé la mère.

Au fur et à mesure que les mois ont défilé, le français est devenu de plus en plus accessible aux Vénézuéliennes.

Le maillage dans la communauté a pu commencer, non sans écueils cependant. «À l'école, les jeunes ont été méchants avec moi. On a ri de mon accent, on a ri de mes tentatives de parler français. J'ai même voulu changer d'école», a raconté l'adolescente.

De son côté, Carla a eu un peu plus de chance dans ses interactions en français. «Les personnes âgées ont tellement été gentilles avec moi. Il y a toujours un petit regard chez certains, mais je sens qu'il y a une ouverture. Ça se passe mieux qu'au départ», a-t-elle confirmé.

Même si elles ont toutes les deux la capacité de s'exprimer aisément en français, les cours de francisation se poursuivent pour la mère et sa fille. Éventuellement, Carla espère pouvoir se trouver un boulot, mais ça ne s'annonce pas gai de ce côté-là non plus. «Je suis diplômée universitaire en administration dans mon pays. Ici, mon expérience ne vaut rien. Il va donc falloir que je trouve autre chose. La confiance, ce n'est pas facile avec les employeurs, surtout pour des gens comme nous.»

Les ambitions d'Amanda sont quant à elles empreintes d'un courage et d'un désir de changement. «Dans les prochaines années, je veux aider les gens ici. Je ne sais pas comment, mais je veux les aider. Plus tard, je voudrais étudier en science politique. Mon but, ce serait d'être mieux informée pour faire changer les choses dans mon pays. Je souhaiterais y retourner un jour pour que ça soit mieux que c'est aujourd'hui», a confié la jeune femme en devenant.

«Une première Saint-Jean»

Jeudi soir, près de 200 personnes dans une situation semblable à celle de Carla et d'Amanda se sont attroupées au Centre Kéno-Patro du Lac-Kénogami. Des enseignantes et un technicien en loisir du Centre de formation générale des adultes (CFGA) de Jonquière ont effectivement organisé une «Saint-Jean» à l'avance afin

de faire plonger leurs étudiants en francisation dans la culture québécoise.

«La langue, c'est une chose de la connaître, mais c'est indissociable de la culture. Dans le temps des Fêtes, on avait aussi organisé une soirée pour leur partager nos mœurs. Ces activités sont extraordinaires. Nos élèves des cours du soir rencontrent ceux des cours du jour. Les familles sont invitées dans tout ça. Il se passe un fabuleux mélange. C'est riche en histoires», a souligné Marie-Ève Bergeron, l'une des instigatrices et porteuses du projet.

Enseignante en francisation au CFGA de Jonquière depuis quatre ans, Mme Bergeron a pu voir tout un programme naître et se bonifier. «Au départ, on avait seulement un étudiant de soir et un étudiant de jour. Maintenant, on a des cohortes avec des dizaines et des dizaines d'élèves. Ce qui est le plus beau dans tout ça,

c'est de voir la motivation des gens à qui on enseigne. Ils veulent apprendre la langue. Ils sont curieux», a-t-elle laissé entendre.

Dans une région comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la capacité de converser en français est nécessaire. Les nouveaux arrivants en sont bien conscients et font du meilleur de leurs capacités pour devenir des locuteurs fonctionnels. «Les gens qui ont choisi de venir ici nous disent qu'ils apprécient la région pour ses paysages et pour sa sécurité. Nous, en tant qu'équipe, au CFGA, on tente d'entretenir cet amour-là pour la région. On essaie de leur faire aimer le coin dans le but qu'ils y restent», a conclu celle qui a chapeauté l'initiative d'une célébration au Lac-Kénogami.

St-Henri site pauses safe injection services

Maison Benoît Labre official says lack of trained staff an issue

MICHELLE LALONDE

Maison Benoît Labre, the safe drug consumption and transition housing centre that opened in mid-April in St-Henri, has paused its safe injection and inhalation services and its drop-in centre for five days as it deals with a staffing crisis.

The organization announced Wednesday it is temporarily reducing its services “due to a lack of manpower to adequately meet demand.”

The centre on Greene Ave. near Doré St. includes 36 studio apartments for people who are transitioning out of homelessness. These are all occupied and remain fully supported. But the centre’s safe drug consumption service, which is normally open Monday to Friday from 8 a.m. to 3 p.m., and its drop-in centre will be closed until Monday. Those seeking services are being referred to other centres.

“This short break will enable the team to train and integrate its new recruits to ensure the success of the project,” the notice said.

The centre’s director, Andréane Désilets, told The Gazette that in the past couple of weeks, nine people have left her 60-member staff. Some left for health reasons, others were university students who had been working part time during the school year. Others were simply exhausted from the demands of the job.

“Homelessness is a very particular milieu to work in, especially in recent years,” she said. “The issues

are complex, so you have to be well trained and we are taking the time to train our team well. Now we are working on a plan so that we won’t have to relive this kind of situation again; and do what we can to avoid a larger break in service.”

The centre has recruited nine new employees, but they have not been fully trained and integrated, she said. While these new staff members are being trained, 14 experienced employees from two other emergency shelters that have recently closed — the Richochet and Le Coeur de l’Île — are helping to keep the Maison’s services going, she said.

The Maison has hired two security guards who will remain in place until June 21. Local police are monitoring the area, she said, and the city’s special brigade of social and intervention workers, known as the Équipe mobile de médiation et d’intervention sociale (ÉMMIS), will be in the area to keep conflicts with residents to a minimum. She added that the centre has a “Good Neighbour Committee” to resolve issues and organize street and schoolyard cleanup operations.

But the news about the suspension of some services only confirms the concerns of some St-Henri residents that the new centre has bitten off more than it can chew.

Michael MacKenzie, who lives near the Maison Benoît Labre, is among those who question the wisdom of opening a safe injection and inhalation service near a school, a playground and in the same building that offers housing to those who may be trying to leave addiction behind them.

He said the fact that the centre has only hired security guards until June 21, when school is over, makes no sense, since kids use the park all summer, as do sum-

mer camps.

“They don’t even know our community well enough to know where our children are and when. The idea that this problem somehow disappears for the summer is completely out of touch,” he said.

Désilets denied the centre opened without adequate staffing, noting they were fully staffed in mid-April when it opened.

A spokesperson for the mayor’s office said the city is doing what it can to help Maison Benoît Labre reopen its services as quickly as possible.

“The departure of employees from the Maison Benoît Labre bears witness to the immense pressure that the community milieu is under in the context of the vulnerability crisis,” said Simon Charron, a spokesperson for Mayor Valérie Plante on homelessness issues. “An increased presence of the EMMIS intervention team and the SPVM is planned around the organization during this period.”

He said safe consumption centres are becoming more desperately needed as the housing crisis deepens.

“The street is not a home or a medical clinic and it’s not by reducing resources that we will reduce the number of vulnerable people in public spaces. On the contrary, we are working with the organization and the health-care network to support the goal of getting it fully reopened as soon as possible.”

Charron said the city administration understands that having this kind of facility near a school causes concerns.

He said it makes sense to put these resources in areas where vul-

Homelessness is a very



*particular
milieu to work
in, especially in
recent years.*

nerable people are, rather than far from residential and commercial areas, where they will not be used.

But MacKenzie said the safe drug consumption service has brought drug users to his neighbourhood who were not there in the past.

The mayor's office says the services need to go where the needs are, MacKenzie said, "but the folks being served here weren't in our community before. The need was brought here. I'm not speaking of the people who are receiving the transitional supportive housing, I am speaking about the people who are drawn to the day services of the centre, who are now living outside the centre. We've seen a real concentration of dealers descend on the community, and a dramatic shift" in the neighbourhood's level of safety.

mlalonde@postmedia.com

Des écoliers demandent davantage de protection pour les espèces vulnérables

Au terme d'un travail collectif d'une année de recherche et de réflexion, 14 élèves de sixième année de l'école primaire Monseigneur-Boucher de Saint-Pascal ont interpellé les élus de la MRC du Kamouraska, afin que ceux-ci en fassent davantage pour la protection du hibou des marais, de la tortue des bois, ainsi que de la grenouille des marais, trois espèces présentes dans la région qui sont réputées vulnérables, ou qui sont en voie de le devenir.

OSÉ SOUCY

Des élèves préoccupés

Accompagnés d'un mentor, dans le cadre de leur troisième et dernière année de formation environnementale avec Le Semoir, les écoliers ont mis sur pied ce projet d'impact social. S'appuyant sur le plus récent rapport du scientifique en chef du Québec, Flore Laliberté, une des élèves du groupe, souhaite que les choses bougent plus vite concernant la protection des animaux sauvages. «La crise du climat qui nous frappe entraîne aujourd'hui plusieurs autres crises, dont celle très alarmante de la biodiversité. Des milliers d'espèces disparaissent. On ne veut pas ça, car moins il y a de biodiversité, moins la qualité de vie sur la terre sera bonne», a-t-elle raconté.

Par ailleurs, en vérifiant les cartes, et en analysant différents documents d'information sur certains sites institutionnels, les élèves ont également relevé que trois espèces partageant le même habitat étaient en déclin dans le Kamouraska. «La tortue des bois a besoin de corridors

écologiques pour bien circuler, le hibou des marais niche en bordure des champs, et la grenouille des marais demeure très sensible aux contaminants présents dans l'eau des ruisseaux», a expliqué un autre élève du groupe, Even Vignola.

En rassemblant toutes ces informations, les élèves ont conclu que l'un des principaux enjeux pour la survie de ces espèces est la qualité des bandes riveraines et de l'eau en milieu agricole. «Si on protège mieux nos bandes riveraines, on est capable d'aider d'un seul coup ces trois espèces», a ajouté le jeune Even.

Plus d'actions demandées

Puisque plusieurs autres MRC au Québec se sont déjà engagées dans des démarches de protection pour ces espèces — comme les MRC de Lotbinière et de Maskinongé qui ont mis sur pied des réseaux de surveillance pour la tortue des bois, et la MRC de Coaticook qui a développé un schéma d'aménagement avec des indicateurs de suivi pour la grenouille des marais, et une réserve nationale de

faune pour les oiseaux migrateurs —, les jeunes évaluent qu'on pourrait localement en faire davantage pour la protection des espèces, et plaident également pour que la MRC de Kamouraska développe un programme afin d'aider les agriculteurs à planter plus d'arbres le long de leurs cours d'eau.

À cet effet, les élèves se sont déplacés à la ferme Bard, le 20 mai dernier, afin de planter des arbres près du Grand ruisseau du Haut de Sainte-Anne. «On s'est dit qu'on ne devait pas juste réclamer des choses, et qu'il fallait nous aussi qu'on passe à l'action», a conclu Simone Proulx, une autre jeune du groupe.

Le CRIFA souffle ses 30 bougies

VINCENT CLICHE
vcliche@leprogres.net

COATICOOK. Avant qu'on ne célèbre en grand le 30^e anniversaire du Centre de formation professionnelle de Coaticook – CRIFA ce vendredi (7 juin), trois personnes qui ont vu grandir cet établissement rappellent toute l'importance qu'il joue au sein de la communauté.

« Le CRIFA ajoute beaucoup de dynamisme dans notre belle région », souligne sa directrice, Tina Desmarais.

Bien qu'il ait d'abord été pensé pour l'enseignement de techniques agricoles, aujourd'hui, on y retrouve pas moins de 17 programmes, dont ceux en secrétariat, préposé aux bénéficiaires et lancement d'entreprise.

À la fin des années 1980, la formation professionnelle se donnait exclusivement du côté de l'école secondaire la Frontalière. « L'idée d'un nouveau bâtiment a été lancée à l'Expo en 1989, se souvient André Couture, qui est membre du conseil d'administration du CRIFA depuis 1998. La Commission scolaire avait réservé un montant de 230 000 \$ pour ce projet. On s'était alors associé au CIARC [Centre d'initiatives en agriculture de la région de Coaticook], qui voulait lui aussi créer des locaux pour de la formation. »

La construction du bâtiment, tel qu'on le connaît aujourd'hui, sur la rue Morgan, a débuté en 1993. Une année plus tard, la première cohorte débarquait. Parmi ces étudiants, on retrouve un jeune Denis Hébert, aujourd'hui conseiller municipal coaticookois, qui a été producteur laitier pendant neuf ans. « Je me rappelle du premier accueil, chose d'ailleurs qui se fait encore aujourd'hui, chaque année. Il y avait des gens d'ici, mais, ce qui m'avait bien surpris, c'était de voir du monde d'ailleurs, d'aussi loin que Victoriaville et la Beauce. C'était vraiment l'un, parce que tout le monde se connaissait. »

« Avant, les jeunes qui étaient intéressés par

le domaine agricole, ils faisaient souvent leur stage à la ferme familiale, rajoute-t-il. Là, avec cette nouvelle école, on pouvait aller voir ailleurs. Ça nous amenait à penser autrement. »

Si certaines classes semblent relativement petites dans « l'ancienne partie », il y a une raison qui l'explique. « En fait, elles avaient d'abord été pensées pour être des dortoirs, précise André Couture. En prévision de l'Expo, on voulait accueillir des stagiaires pour la clinique vétérinaire, mais ce projet n'a finalement pas eu lieu. »

TOURNÉ VERS L'AVENIR

Depuis sa création en 1994, le Centre de formation professionnelle de Coaticook – CRIFA a été agrandi à trois reprises. L'actuelle directrice planche sur une nouvelle construction depuis maintenant cinq ans. « On est à l'étroit pour certains programmes. Cet agrandissement permettrait de poursuivre notre lancée », croit-elle.

Un projet de yourte extérieure pour les étudiants en production horticole est aussi sur la planche à dessin de l'établissement. On veut également développer davantage les programmes forestiers au cours des prochaines années.

LA GRANDE FÊTE

Comme mentionné un peu plus haut, l'équipe du Centre de formation professionnelle de Coaticook – CRIFA fêtera les 30 ans de l'établissement le 7 juin. Près de 400 invités sont attendus pour les différentes activités

prévues tout au long de la journée.

Des visites libres et guidées de l'endroit, des témoignages, un coquetel à saveur locale, un souper méchoui ainsi qu'une soirée dansante avec la troupe des Winslow Dancers ponctueront ce grand rendez-vous.

« Je pense que le CRIFA est unique en son genre, avance Tina Desmarais. Tout ce que nous avons accompli au fil du temps mérite d'être applaudi. »

« Il n'y a pas d'autres écoles au Québec où la formation professionnelle, le Cégep, l'éducation aux adultes et les services aux entreprises sont réunis sous un même toit. C'est franchement une belle fierté », rajoute André Couture.

Il est possible de se procurer des billets pour l'événement sur les réseaux sociaux du CRIFA.

École Notre-Dame : l'appel d'offres est lancé

PATRICK VAILLANCOURT

pvaillancourt@icimedias.ca

NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL.

Le Centre de services scolaire de l'Énergie a récemment lancé l'appel d'offres pour la démolition et la reconstruction de l'ancienne partie du bâtiment de l'école Notre-Dame à Notre-Dame-du-Mont-Carmel ainsi qu'un ajout supplémentaire à l'école.

Si tout se déroule bien, ces travaux devraient débiter à l'automne prochain. La fin de la présentation des soumissions sera le 20 juin prochain.

Il s'agit de la phase II de la réfection de l'école Notre-Dame puisqu'en 2019, un nouveau gymnase avait été ajouté en plus de huit nouvelles classes pour une somme de 8,3 M\$.

En 2020, l'estimation pour la phase II des travaux était de 9,8 M\$.

« La vieille partie de l'école Notre-Dame sera démolie et sera reconstruite. On a en plus un ajout d'espace pour des locaux d'apprentissage entre autres pour tenir compte de l'augmentation de la clientèle. Au terme de cette phase II, l'école sera entièrement rénovée. On peut penser que les travaux seront exécutés pour la rentrée 2026 », explique Amélie Germain-Bergeron, coordonnatrice aux communications pour le Centre de

services scolaire de l'Énergie.

Il est à noter que le personnel et les élèves ne seront pas impactés pendant la durée des travaux. « La grandeur des terrains de ces deux écoles nous permettra de construire un nouveau bâtiment à côté de l'existant ce qui permettra aux élèves et au personnel de poursuivre l'occupation du bâtiment existant pendant que le nouveau bâtiment se construit. »

Canada Français

ÉDUCATION

Moins de 2% des élèves sont absents dans nos classes

MARIANNE LAFLEUR

Au début avril, seulement 1,81% des élèves du primaire et du secondaire étaient absents des bancs d'école pendant une journée complète. Le taux d'absentéisme a été calculé pour la période du 8 au 12 avril par le Centre de services scolaire des Hautes-Rivières. Il s'agit d'un taux très bas comparativement à celui qui a été calculé pour l'ensemble du Québec, soit 9,5%.

« Je ne pourrais pas me positionner à savoir si c'est meilleur, pire ou égal [que l'ensemble du Québec] puisqu'on n'a pas la méthodologie du calcul du ministère de l'Éducation. Notre échantillonnage n'était pas le même, donc c'est difficile de comparer », commente Marie-Claude Huberdeau, directrice générale du Centre de services scolaire des Hautes-Rivières.

Elle rapporte toutefois que depuis un an, le CSSDHR suit de près les élèves du secondaire qui enregistrent plus de 10 absences scolaires non motivées ou sans retour dans une année.

Cela fait partie de leur Plan d'engagement vers la réussite qui veut réduire de moitié l'absentéisme d'ici 2027.

Pour l'année scolaire en cours, 238 élèves du secondaire avaient cumulé à la mi-avril 10 jours d'absence non motivée ou sans retour. À titre comparatif, cette donnée se chiffrait à 262 au 30 avril 2023.

« En un an, c'est quand même une trentaine d'élèves de moins, donc il y a une amélioration qu'on remarque, mais encore là, c'est un an sur quatre ans, donc ce n'est pas assez long comme période d'analyse pour dire que c'est définitivement grâce à

notre plan d'engagement, mais on sait qu'il y a des choses qu'on a mises en place qui aident assurément », affirme Mme Huberdeau.

LUTTER CONTRE L'ABSENTÉISME

Parmi les mécanismes mis en place, le CSSDHR dresse chaque mois la liste des élèves à risque auprès desquels les directions d'établissement interviennent en mettant en place des actions concrètes, comme des rencontres avec des intervenants et un travail de collaboration avec les parents.

« Les méthodes peuvent être différentes entre les écoles, mais c'est vraiment de faire un suivi personnalisé par un adulte significatif dans une école qui veut comprendre pourquoi un élève s'absente et qui fait le lien avec la famille », explique Mme Huberdeau.

À l'école Monseigneur-Euclide-Théberge à Marieville, notamment fréquentée par les élèves de Mont-Saint-Grégoire, l'accent est mis sur la collaboration et la communication. « À mon école, il y a des rencontres mensuelles avec les services complémentaires pour discuter des cas d'élèves à risque et on met des plans pour trouver des sources de démotivation et de désengagement », rapporte Magalie Pételle, directrice de l'école Monseigneur-Euclide-Théberge.

Elle énumère aussi un bon nombre d'activités culturelles, sportives et socio-éducatives auxquelles peuvent participer les élèves. « L'élève doit se construire un sens et s'épanouir. Il doit se trouver une raison pour venir à l'école même si c'est plus difficile au niveau scolaire », pense Mme Pételle.

APPRENTISSAGE EN PROFONDEUR

À l'école Joséphine-Dandurand à Saint-Jean-sur-Richelieu, l'apprentissage en profondeur a été implanté. C'est une méthode qui consiste à apprendre ce qui est prévu dans le programme d'étude, mais d'une manière où les élèves sont davantage impliqués et font plus de choix.

« Souvent, les élèves qui sont démotivés le sont parce qu'ils ne voient pas vraiment le sens dans le cours de mathématiques ou d'histoire par exemple. [...] donc on essaie de donner davantage de sens à leurs apprentissages. On met des thèmes qui sont plus reliés à leur quotidien ou à la vraie vie », explique Marie-Hélène Fournier, directrice de l'école Joséphine-Dandurand.

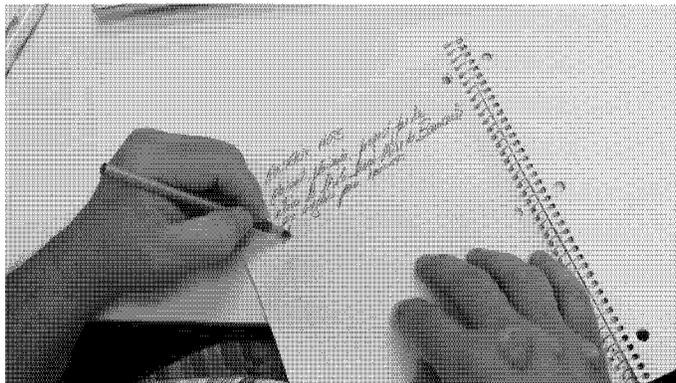
Une vingtaine d'enseignants ont décidé de s'adonner à cette méthode. Mme Fournier donne en exemple des enseignantes de français qui voulaient travailler les habiletés et les stratégies de lecture des élèves. Elles ont écrit des recettes de cuisine sous forme de texte avec plusieurs informations inutiles. Les élèves devaient identifier individuellement ce qu'ils croyaient important pour la recette et devaient ensuite choisir les meilleures analyses en équipe. Enfin, ils allaient à la cuisine de l'école pour réaliser la recette.

« Ça a permis aux élèves d'être davantage engagés parce que là, c'était concret. Et quand ils sont arrivés pour analyser un vrai texte par après, les élèves se rendaient compte que c'était comme dans la recette », raconte Mme Fournier.

Concours de créativité lexicale

Deux néologismes créés par des élèves de la Beauce

Par Léa Arnaud



EnBeauce.com

L'animateur Pierre-Yves Lord, ambassadeur du Concours de créativité lexicale de l'Office québécois de la langue française, a dévoilé les trois néologismes gagnants créés par des élèves du secondaire et deux sont beaucerons.

En effet, des élèves de 3^e secondaire de la polyvalente Benoît-Vachon à Sainte-Marie ont proposé *soiedenter*, dans la catégorie *Concept*. Ce terme nomme l'action de nettoyer les interstices des dents au moyen de soie dentaire.

Qui plus est, le terme *plaisard*, *plaisarde*, proposé par des élèves de 2^e secondaire de l'École Jésus-Marie de Beauceville, nomme en français une personne,

désignée en anglais par *people pleaser*, dont les actions sont motivées par une volonté de plaire aux autres, souvent au détriment de ses propres besoins, sentiments ou intérêts.

Notons que le troisième néologisme retenu est *balentin*, *balentine*, désignant une personne qui en accompagne une autre à un bal, notamment à un bal des finissants. C'est une idée des élèves de 3^e secondaire de l'Externat Sacré-Cœur à Rosemère.

Les trois néologismes gagnants ont été intégrés dans la *Vitrine linguistique* de l'Office québécois de la langue française et sont désormais accessibles à des millions de personnes à travers le monde.

Concours de créativité lexicale

Pour une 5^e année, l'Office a invité les enseignantes et enseignants de français au secondaire de partout au Québec à créer des mots nouveaux avec leurs élèves. Au total, ce sont 3 133 jeunes de 12 à 17 ans qui ont participé au concours avec leur enseignante ou enseignant.

Les mots proposés devaient désigner des réalités pour lesquelles il n'existait pas encore de dénomination française.

Pierre-Yves Lord s'est rendu dans les écoles pour discuter de la création des néologismes avec les élèves qui les ont proposés.

50 % des élèves auront accès aux programmes particuliers, vise le CSSL

Par Marie-Catherine Goudreau

Malgré des pressions faites par des parents d'élèves de l'école Chante-au-Vent de Sainte-Adèle, le Centre de services scolaire des Laurentides (CSSL) vise que seulement 50 % des élèves aient accès à un programme pédagogique particulier dans son Plan d'engagement vers la réussite (PEVR) 2023-2027. La cible ministérielle est pourtant de 75 %.

En septembre dernier, 92 parents de l'école Chante-au-Vent de Sainte-Adèle avaient déposé une pétition pour manifester leur souhait que l'école secondaire de leur quartier offre des programmes pédagogiques particuliers (PPP) à tous les élèves. Une mère d'une élève de sixième année, Marie-Josée Lebel, se bat depuis quelques années pour rendre plus accessibles les PPP. « Je veux me placer en mode solutions. J'ai des idées, mais on n'a pas voulu entendre », soutient Mme Lebel, qui est aussi enseignante au Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord.

« Je me demande quelle est la place des parents dans la démocratie scolaire au CSSL », soutient Marie-Josée Lebel.

Tous ont été consultés, soutient le CSSL

Du côté du CSSL, on souligne que les parents et les conseils d'établissement ont tous été consultés pour définir cette cible de 50 %. « On fait une année de consultation : le comité de parents a été consulté, les élèves ont été consultés. Finalement, la cible a été de 50 % pour le PEVR. Tout au long de nos consultations, cette cible a fait consensus. De notre côté, on veut encourager les programmes particuliers, mais ceux-ci doivent être l'initiative des

enseignants », explique le directeur général du CSSL, Sébastien Tardif.

Il souligne par ailleurs qu'il y a une particularité dans la région. Environ 80 % des élèves de 4e et 5e secondaire ont un travail rémunéré à l'extérieur des heures de classe et 50 % des élèves de 1re secondaire travaillent également. « Est-ce qu'il y a une partie de l'explication qui est là ? Peut-être », dit M. Tardif.

« On pense qu'une cible de 50 % à ce moment-ci serait réaliste. La cible aurait pu être plus élevée, mais non atteinte. » Les écoles auraient toutefois pu opter pour une cible différente, explique M. Tardif.

« Ce ne sont pas tous les élèves qui veulent être dans des programmes particuliers. Par exemple, cette année, on a dû fermer une classe du programme de ski faute de volontaires et de participants. On n'avait pas un nombre suffisant d'élèves inscrits pour maintenir les groupes comme l'année dernière », explique M. Tardif.

Options ?

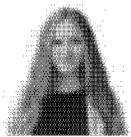
Le directeur du CSSL indique d'ailleurs que les programmes parascolaires peuvent être une option avantageuse puisqu'ils permettent aux élèves de se spécialiser dans un sport, par exemple, sans manquer d'heures de classe. « Un bel exemple de ça est l'équipe de hockey féminin à l'école A.-N.-Morin, les Palettes Roses, qui est très populaire », dit-il.

Selon Mme Lebel, il existe des solutions qui peuvent être mises en place facilement. « Par exemple, à l'école A.-N.-Morin, la danse est une concentration à

six périodes. Je pense qu'on pourrait offrir un programme de six périodes à tous les élèves. Si un élève veut une concentration en art, on a déjà quatre

périodes en art dans le cycle », soutient-elle. « Les programmes représentent un levier pour la réussite scolaire », soutient Mme Lebel.

Les élèves de la chorale de l'école Leventoux ont chanté pour les aînés



Par Charlotte Vuillemin



L'ensemble des 40 membres de la chorale étaient réunis sur scène, le 4 juin, pour le dernier spectacle de la tournée. Photo courtoisie

La chorale Le Vent Tout En Musique de l'école Leventoux de Baie-Comeau a terminé le 4 juin sa tournée de sept résidences pour personnes âgées. Elle a pu présenter son spectacle *Ma mère chantait toujours* devant plusieurs dizaines d'aînés très heureux de l'accueillir et l'écouter.

Sous la direction de la dynamique enseignante de musique Véronique Landry-Proulx, les élèves de cinquième et sixième année de la chorale ont tour à tour visité les résidences Boisvert, Humanis, Le Boisé sur Mer, l'Oasis des Pionniers, N.A. Labrie et Pie XII, au cours des dernières semaines, afin de semer du bonheur dans le cœur des personnes âgées.

Pour la dernière représentation, l'ensemble des 40 membres de la chorale était réuni sur scène pour chanter devant plus de 80 personnes au Château Baie-Comeau.

Le spectacle entièrement francophone regroupait quatre pots-pourris de chansons tirées d'un répertoire plus connu des personnes âgées que de la génération des jeunes artistes.

Il s'agissait du second spectacle au Château Baie-Comeau en quelques mois pour les artistes de la chorale, qui avaient visité l'établissement en décembre dernier afin d'égayer la période des Fêtes des résidents.